

Communiqué

Pendant que meurent 8 000 personnes par jour à cause de l'eau impropre à la consommation Le Forum mondial de l'eau joue au Réno-Dépôt de l'eau

Montréal, le 22 mars 2006 – *Eau Secours!* La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau, dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Eau, demande au gouvernement canadien d'assumer son rôle de leader mondial dans le domaine de l'eau pour s'attaquer au fléau de l'eau impropre à la consommation et de ses 8 000 décès quotidiens dans le monde. Il est aussi temps de remettre le Forum Mondial à sa place et d'exiger que l'ONU joue son rôle.

La Coalition invite la population à convaincre ses députés.es et leurs partis politiques, de prôner mondialement que l'ONU redevienne le centre du débat sur l'eau. En toute cohérence, de dire André Bouthillier, président de la Coalition, « *cela implique que les représentants du gouvernement canadien cessent de participer au grand Réno-Dépôt de l'eau, une image de foire commerciale qui colle bien à la peau du Forum Mondial de l'eau* ».

Ce Forum, créature du Conseil Mondial de l'eau (ou Chambre de commerce des multinationales de l'eau), n'est pas un organisme bilatéral entre pays et n'a pas de mandat de l'ONU à l'effet de trouver des solutions à la crise mondiale de l'eau. Il s'agit tout simplement d'une foire commerciale, une rencontre de ministres non mandatés officiellement et des conférences qui vendent la vision du Conseil, en grande majorité.

Le Conseil Mondial considère l'eau comme un bien commercial qui doit être distribué par le secteur privé et mis en marché pour atteindre une maximisation des profits. Il demande que les États paient les coûts de gestion de l'eau tels qu'établis par les multinationales. Coûts des emprunts c'est-à-dire le loyer de l'argent, frais d'administration, incluant les pots de vin et les profits à un taux recherché par les actionnaires. Si les pauvres ne peuvent pas payer l'eau, c'est à l'État de les subventionner, d'expliquer le Conseil. Cette vision ne convient pas à tous ceux et celles qui considèrent que toute personne a le droit de vivre sainement et que l'eau propre est à la base de la vie.

Si l'ONU ou le Canada consacraient, pour des projets structurants, l'équivalent de l'argent dépensé par les 11 000 délégué.es à la rencontre du Forum au Mexique, tout ne serait pas perdu. Il y aurait plus de puits creusés et davantage de canalisations pour apporter l'eau vers les populations assoiffées.

Terminé le temps de se laisser berner par les multinationales de l'eau, l'ONU doit reprendre en main le débat vital de l'eau. Nos politiciens doivent s'engager publiquement et efficacement avec l'ONU pour assurer l'eau en qualité et en quantité suffisantes aux humains de la terre.

En tant que Québécois et Canadiens, c'est à cette condition seulement que nous pourrons nous enorgueillir de notre immense réserve d'eau et que nous savourerons chaque goutte sans l'arrière goût de l'exploitation.